



STOP AU GÂCHIS HUMAIN !

REFUSONS LES ÉVALUATIONS COMPTABLES DE NOS MÉTIERS

☐ Appel et pétition à signer en cliquant [ici](#).

Nous, Conseil de l'Appel des appels, faisons notre le texte¹ ci-après de Roland Gori et Marie-José Del Volgo publié dans Libération du 8 janvier 2019 et nous appelons à signer notre appel "Stop au gâchis humain".

En effet que valent les politiques sociales et économiques qui, au nom de la raison budgétaire, ne tiennent absolument pas compte des maltraitances et des morts des humains abandonnés dans la rue, dans les EHPAD et jusqu'à l'hôpital produisant des catastrophes sanitaires et humaines ? La vulnérabilité des patients et des soignants, l'angoisse des familles et des professionnels, sont méprisées et rendues invisibles par une bureaucratie aussi féroce qu'inefficace. Ces violences symboliques et matérielles font le jeu des populismes et des extrémismes avec d'autant plus de facilité que la culture et l'information sont marchandisées sous l'effet des modes et du "présentisme", bradées comme spectacles éphémères et inconsistants. Cette obsolescence de l'humain est aggravée par un déclin des humanités, par un effondrement des dispositifs de formation à l'esprit critique et à la réflexion traditionnellement assurés par l'éducation, la recherche et la culture. Le lien démocratique et la pensée critique fondés sur le goût de la liberté et de la justice sont sacrifiés par des dispositifs d'intimidation sociale qui se prétendent "expertises".

Ça suffit !

Il ne faut plus céder à la curatelle technico-financière des humains accomplie par ces pseudo évaluations qui ignorent délibérément le gâchis humain qu'elles produisent, la perte du sens de l'existence, la dévalorisation des vies, le désespoir et le malheur, au profit d'une logique de domination sociale. Aujourd'hui où, de nouveau, des printemps de colère et de désespoir émergent refusons ces pseudo évaluations, vecteur essentiel d'une politique de prolétarisation des métiers et de paupérisation des professionnels. Arrêtons ces impostures que sont les évaluations comptables et les *fake news* sur lesquelles elles s'appuient. Exigeons que les mesures de la valeur prennent en compte le coût humain.

"Face à l'hyper-libéralisme mondialisé et au gâchis humain qu'il produit, des violences radicales s'expriment, elles lui appartiennent. Les hommes ressemblent plus à leur époque qu'à leurs pères" rappelait l'historien Marc Bloch.

La nôtre ne fait pas exception.

Qu'il s'agisse des révoltes sociales, des votes anti-système, nationalistes et xénophobes, voire d'actes terroristes, la contagion affective d'individus de plus en plus isolés, désolés, joue à pleins tuyaux. L'opinion publique comme les foules numériques agissent par procuration, elles prélèvent sur les réseaux sociaux les informations qui leur manquent pour donner un sens et une cohérence à leur quotidien. Elles cherchent désespérément des moyens de sortir de l'apathie qui menace tous les régimes politiques lorsqu'ils deviennent orphelins des idéologies et des fictions qui font rêver les peuples. Le peuple n'est pas un donné sociologique, c'est un construit politique, un travail politique qui œuvre par des paroles et des actes symboliques pour sortir les humains du désert qui les guette dans les individualismes de masse. Le travail reste à faire, le peuple à se construire. Les *Gilets Jaunes* le cherchent désespérément, confusément, non sans se donner préalablement un Roi dont ils réclament la destitution. Cela ne suffira pas à faire un peuple, pas davantage que les spasmes et oripeaux des nazillons en carton-pâte auprès desquels les partis conservateurs de Droite comme de Gauche se déshonorent à prélever des slogans et des thèmes de campagne électorale faute d'idées politiques.

Dix ans après l'*Appel des appels*, nous ne pouvons plus nous contenter d'une pétition purement éthique.

Nous alertons alors l'opinion publique et les responsables politiques sur les dangers sociaux et psychologiques d'une "casse" des métiers du soin, de l'enseignement, de la recherche, du travail social, de la justice, de la culture et de l'information qui, en introduisant une logique purement gestionnaire et technocratique, finissait par pervertir les actes de nos métiers. Les nouvelles formes d'évaluation qui sévissaient, et sévissent encore, singeaient les méthodes du management d'entreprise et finissaient par confondre la valeur d'un service rendu avec sa tarification monétaire. Cette normalisation technico-financière des populations a étendu les méfaits du taylorisme à l'ensemble des secteurs et des professions de la société, avec une mise au pas de nos services publics et de leurs professionnels trop longtemps récalcitrants à l'hégémonie culturelle de la marchandise et du spectacle. A la logique républicaine des missions d'intérêt général se substituait violemment un monde de compétences techniques et parcellaires prescrites par des "experts" et réalisées par des exécutants mis en concurrence permanente au nom d'une "rentabilité entrepreneuriale". Aucun des événements qui se sont produits au cours de ces dernières années n'est venu discréditer cette analyse de l'*Appel des appels* qui a pris corps dans l'opinion.

Il nous faut maintenant des actes politiques, non plus un appel mais un cri : nous ne voulons plus de cette "casse" des services publics qui accroît les déserts et livre les citoyens à toutes sortes de prédateurs, marchands, sectaires ou terroristes. Les services rendus par nos postiers, nos soignants, nos policiers, nos magistrats, nos enseignants, nos chercheurs, nos journalistes... ne doivent plus être placés sous la curatelle technico-financière du profit immédiat, monétaire et à court terme. Nous disons : "Stop".

Nous exigeons une égalité qui loin d'être un donné de la nature est l'œuvre des humains et de leurs lois. Ce désir de démocratie s'est exprimé par la colère des *Gilets Jaunes* autant que par une révolte sociale par procuration. Nous devons aujourd'hui prendre la parole dans l'espace public pour construire ce peuple français qui n'existe pas encore, ou à peine...

La Ve République a vécu.

La VIe ne saurait être décrétée par un programme électoral. Elle doit se préparer jour après jour, sur les lieux de vie, à commencer par les lieux de travail. Les nouvelles technologies bouleversent le paysage des métiers et des emplois. Le temps libéré par la technologie devrait être consacré à cette consultation démocratique qui ne saurait se réduire à une séquence de deux mois.

Réhabilitons la parole et le débat contradictoire faute de quoi il n'y a pas de démocratie authentique, qu'elle soit directe ou représentative.

Parler aujourd'hui au nom du peuple est une imposture. Le Peuple est à construire.

La fraternité est la seule valeur à même de "réconcilier ces sœurs ennemies que sont la liberté et l'égalité" (Bergson). La Démocratie a pour exigence première le "prendre soin", le prendre soin de soi et de l'Autre sans lequel il n'y a pas de vie qui mérite d'être vécue. C'est pour cela que nous ne devons plus laisser à la rue ces enfants, ces femmes, ces hommes, ces familles que notre République a les moyens de prendre en charge, et dont le coût sera moins prohibitif que les opulences financières, les obésités luxueuses que le laisser-faire politique du néolibéralisme a permis. A moins que le spectacle de cette misère ne soit partie prenante des méthodes d'intimidation sociale que le politique pratique depuis quarante ans.

Le pays a les moyens de prendre soin de la vulnérabilité de ses citoyens.

Enfin, au moment où légitimement nous nous préoccupons de la crise écologique et de la catastrophe de l'anthropocène qui s'annonce, il convient de ne pas oublier qu'elle est la part émergée de l'iceberg. *Comment l'humain pourrait-il mieux prendre soin de la planète qu'il ne se traite lui-même ?*

Toute révolution écologique qui ferait l'impasse sur cette interrogation conduirait à un échec. C'est une évidence. Inutile d'avoir des larmes de crocodile sur les méfaits des gaz à effet de serre lorsque dans la rue, dans les hôpitaux, dans les EHPAD et les lieux de travail nous laissons nos concitoyens "crever" de solitude et de misère pour limiter les "déficits" des services publics ou accroître la performance de leurs employés.

"Stop au gâchis humain".

Ce cri prend aujourd'hui le relais de tous les appels auxquels nous nous associons depuis plus de dix ans." (Libération du 8 janvier 2019).

Texte joint ci-après.

La sécurité ne serait-elle qu'une affaire de lois et de forces de l'ordre ?

Depuis trente ans, les lois anti-terrorisme se sont multipliées, souvent en réaction directe à des attentats meurtriers. De la première loi antiterroriste de 1986, initiée par Charles Pasqua, jusqu'aux lois de novembre 2014 et de juillet 2015, les gouvernements n'ont eu de cesse d'accroître les dispositifs sécuritaires, au motif de protéger les libertés publiques. Les événements tragiques de l'année 2015 ont rendu plus que jamais nécessaire une réflexion *citoyenne* sur les *libertés* publiques et privées dans une démocratie qui ne saurait faire l'impasse sur la *sécurité*. Aucun gouvernement ne peut ignorer la question de la nécessaire sécurité, dans la réalité de sa mise en place comme dans les sentiments qu'elle inspire. En démocratie, cette question conditionne la liberté elle-même.

Aucune création, aucun débat démocratique, aucune pensée même n'est possible pour un sujet singulier ou collectif sans la sécurité. La peur, selon Hannah Arendt, est le principe *anti-politique* par excellence. La politique exige la sécurité, sauf dans les tyrannies qui font de la peur la vertu cardinale de leur mode de gouvernement.

Il convient de se demander si, en démocratie, les dispositifs sécuritaires actuels se montrent adéquats à leurs objectifs.

Les lois précédemment votées ou en cours d'examen augmentent considérablement les possibilités de surveillance, allongent à 6 jours les gardes à vue en la matière, créent le délit d'entreprise terroriste individuelle. Qui aujourd'hui pourrait, sans état d'âme, face aux meurtres de masse et aux menaces qu'ils font courir sur nos existences, sur nos manières de vivre et de penser, récuser la nécessité de nous protéger le plus efficacement possible ?

Mais les mesures législatives, prises ou annoncées, sont-elles les bonnes ?

Il nous apparaît, au contraire, que ces mesures sécuritaires sont, au service de cette société du spectacle et de la marchandise, utilisées pour manipuler l'opinion afin d'arracher des parts de marché électoral. Ainsi, le remède est identique, dans sa nature, à ce qui a pu produire le mal.

Nous devons nous demander si une extension infinie de la surveillance, du contrôle et de la normalisation des comportements, suffira à nous éviter le pire. Ou bien si, après avoir perdu notre liberté, nous ne risquons pas de perdre tout simplement la possibilité de vivre, de penser et de partager nos expériences. Léon Blum, dans un texte d'une extraordinaire puissance politique, rappelait en 1948 :

"pendant les grandes crises publiques, il n'y a pas de mobile plus redoutable et plus pernicieux que la peur. Même quand c'est la peur d'avoir peur. Même quand c'est la peur de faire peur, d'autant plus qu'en ayant peur de faire peur, on crée la peur."

Alors faudra-t-il tous les jours davantage créer de nouvelles lois sécuritaires sans devoir prendre le temps de la réflexion ? Qu'on les juge nécessaires ou non, convenons au moins ensemble qu'elles resteront insuffisantes sans une profonde réorganisation de la société à tous les niveaux, professionnels, culturels et politiques.

Constatons tout d'abord qu'au lieu de réorganiser les dizaines de services policiers chargés du fichage, de la surveillance et du renseignement concernant les terroristes – fragmentation tayloriste des tâches, dont les derniers attentats, de *Charlie Hebdo* à ceux du 13 novembre 2015, font douter de l'efficacité – on nous propose, à l'envi, une quantité de lois supplémentaires, de mesures sécuritaires, "justifiées" par l'état d'urgence, et un régime pénal d'exception. Combien de temps encore faudra-t-il rappeler à l'ancien Président et à son gouvernement, le nombre de postes de policiers "supprimés", les railleries sur les "polices de proximité" des populations "à risque", les rodomontades de la politique du "karcher" ? L'amnésie politique est, pour le citoyen, un facteur de risque supplémentaire d'insécurité !

Comment aujourd'hui, mis à part les commémorations et les témoignages officiels, mobiliser les citoyens pour qu'ils puissent construire leur sécurité et user de leur liberté ? Comment les convaincre de construire cette concorde démocratique, victoire du pacte républicain, sur les forces de discorde ?

C'est la seule victoire à même d'assurer la paix sociale et la paix civile. Elle ne saurait reposer sur la logique marchande qui régit aujourd'hui l'ordre social. Les lois actuelles qui délitent les protections sociales, les pratiques d'assujettissement aux "fondamentalismes marchands" européens et transatlantiques, ont montré leur incapacité à construire la paix et la sécurité ! Ils n'ont eu de cesse de les compromettre.

C'est pourquoi, à l'occasion de ces événements tragiques, il convient de s'interroger sur les mesures qu'ils rendent nécessaires et de réfléchir à celles que le gouvernement propose. *Il est urgent de rétablir à leur juste place nos dispositifs de formation, de soin, de recherche, d'information, de police, de justice, de renseignement, d'actions culturelles et sociales qui sont indispensables à la réparation du lien social, qui est à la base du sentiment de sécurité.*

L'Appel des appels n'a eu de cesse, depuis 2009, d'alerter les politiques et l'opinion publique sur ce point. La "casse des métiers", et la généralisation de l'évaluation performative déchirent ce tissu social, sans lequel il n'y a pas de vraie sécurité.

La solitude des mégapoles crée une indifférence destructrice. De nombreuses populations vivent cette solitude : personnes âgées, jeunes sans papiers, migrants, et habitants des campagnes, exclus du travail, du soin ou du logement, avec pour conséquence les résultats électoraux que l'on sait.

Un exemple parmi bien d'autres de cet abandon des métiers : le déconventionnement par certains départements de nombreuses équipes de prévention spécialisée, pour des raisons de masse salariale, mais aussi de critique infondée de leur soi-disant inefficacité. Ceux-là disparus, qui donc osera encore aller demain au contact des jeunes, des bandes, des marginaux, pour rétablir une relation rompue, sans mandat et dans le respect de l'anonymat ?

Heureusement, face à l'horreur à laquelle les citoyens ont dû faire face, notre potentiel d'humanité ne s'est pas épuisé. En 2015, chacun s'est senti un peu plus vulnérable, mais aussi un peu plus humain, un peu plus fraternel.

Mais il ne suffit pas de défiler ensemble pour tenir le langage de l'humanité.

Nous, professionnels, avons, sans doute, été insuffisants dans nos engagements. Sans doute n'avons-nous pas pris toute la mesure de l'immense révolution de la société qui était en train de s'accomplir. Nous avons encore beaucoup à apprendre de ceux-là mêmes que nous devons servir, auxquels nous devons nos services citoyens. Dans nos appels nous étions, peut-être encore, en re-

tard d'une civilisation. Mais une chose est sûre : les mesures sécuritaires seront inutiles, si nous ne réfléchissons pas tous ensemble à la reconstruction des liens sociaux mis à mal par les figures liées du "fondamentalisme marchand" et de leurs rejets théo-fascistes.

L'Appel des appels invite le peuple français, et ceux qui prétendent le représenter, à se prononcer sur le type de société que nous voulons pour assurer notre sécurité. Ensemble on a moins peur.

"Il fait plus clair quand on parle".

Pour le Bureau de l'Appel des appels

Evelyne Sire-Marin,
Roland Gori,
Michel Chauvière,
Catherine Caleca,
Dominique Terres-Graille,
Julie Caupenne,
Patrick Geffard